

LES JUIFS DE LA C.F.D.T. ...

Les rapports de classes ne sont pas des rapports personnels. Seul un «*personnaliste*» disciple d'Emmanuel Mounier (qui en 1941, applaudissait à l'entrée en U.R.S.S. des troupes nazies) peut croire et affirmer le contraire.

Pour la C.F.D.T. fidèle à ses origines, la lutte des classes se ramène finalement à la lutte du Diable et du Bon Dieu. Aussi, n'est-il pas du tout étonnant que Bernard Henry, Secrétaire de l'U.D. C.F.D.T. de Loire-Atlantique ait écrit dans le rapport d'orientation qu'il a présenté au Congrès de son U.D. qui s'est tenu les 25 et 26 novembre 1978:

«L'autogestion constitue une nouvelle avancée: - c'est d'une part la prise en compte de l'aspiration des travailleurs à l'autonomie, à la responsabilité contre toutes les formes de domination d'où qu'elles viennent, pour de nouveaux rapports sociaux égalitaires et désaliénés; - et d'autre part, la volonté de lutter pour un autre type de développement, un autre mode de vie, réhabilitant la qualité du travail et la qualité de la vie par rapport aux aspects purement quantitatifs de la croissance capitaliste ou productiviste de la Société socialiste de l'Est que nous connaissons».

Sous le verbiage à prétention «*socialiste*» se dissimule une pensée profondément réactionnaire.

Bernard Henry s'affirme pour des «*rapports sociaux égalitaires et désaliénés*».

Et, de surplus, il oppose la «*qualité de la vie*» à la «*croissance capitaliste*» (sic!). Autrement dit, et si on en croit Bernard Henry, il faut abandonner la lutte pour l'amélioration du pouvoir d'achat, qui implique nécessairement une augmentation de la consommation, et substituer à cette démarche matérialiste une lutte «*idéale pour des rapports sociaux égalitaires et désaliénés*», ce qui, dans les faits, conduit à dévoyer les luttes des travailleurs (qui, eux, ne vivent pas de bonnes paroles mais de bonne soupe!) sur une catégorie sociale désignée comme bouc émissaire.

Autrement dit, dans la France auto-gestionnaire de MM. Edmond Maire et consort, les cadres et agents de maîtrise prendraient la place assignée aux juifs dans l'Allemagne nationale-socialiste.

On sait jusqu'où cette politique a conduit les nationaux-socialistes et c'est pourtant elle qui inspire les actions menées, à l'instigation de la C.F.D.T. (et avec l'appui de l'appareil stalinien qui contrôle la C.G.T.) un peu partout en France et récemment encore à Saint-Nazaire, Nantes et Bordeaux.

LES ÉVÈNEMENTS DE SAINT-NAZAIRE

La Municipalité de Saint-Nazaire publie un bulletin d'informations intitulé «*Le Nazairien*», qui, dans son numéro de janvier, rend compte, à sa façon, des événements du 20 décembre.

Comme on le sait, les travailleurs des Chantiers ont, sur une initiative de la C.F.D.T. (qui a pris, seule, la responsabilité d'appeler les travailleurs des Chantiers à manifester devant les bureaux de la Direction) ont emmené quatre cadres de la Direction des Chantiers à la Mairie de Saint-Nazaire.

Cette nouvelle façon de pratiquer la politique de la «*concertation*» chère au C.F.D.T. Jacques Delors, inspire à Claude Évin, député P.S., des propos qui méritent assurément d'être popularisés: «*Il est illusoire d'entendre parler de liberté parce que trois ou quatre hommes ont été amenés à discuter avec des travailleurs*».

Quant à Jean Perraudon, Maire adjoint communiste, toujours soucieux de défendre «*l'intérêt national*», il déclare: «*Qu'on ne vienne pas, aujourd'hui, nous faire le chantage à la mauvaise image de marque de Saint-Nazaire pour l'implantation d'industries nouvelles, quand on sait que le pouvoir brade des pans entiers de l'économie nationale*».

J.-C. Lheritier, conseiller municipal, *Union Démocratique Bretonne*, voit dans l'attaque de la Mairie des méthodes fascistes et coloniales, ce qui le conduit à... redéfinir le fascisme et le colonialisme: «*Fascistes parce que les élus de la Municipalité de Saint-Nazaire élus démocratiquement sont court-circuités par un Pouvoir Étatique aux mains d'un groupe de financiers et de patrons. Coloniales parce que l'on a vu cette pratique de l'État Français et de ses forces de police bafouant les autres peuples tant dans leur fonctionnement politique que religieux et culturel*».

Pour Camille Suhard, conseiller municipal P.S.U., qui rêvait d'une «cathédrale civile»: «*Les flics ont mis fin aux illusions de ceux qui pensaient que la Mairie pouvait être une maison commune, une maison pour le peuple, une cathédrale civile*».

Et comme de bien entendu, tous ces messieurs photographiés ceints de leur écharpe tricolore (sauf, naturellement, J.-C. Lheritier qui, en sa qualité de «colonisé» ne peut décentement arborer les couleurs de la nation colonisatrice) affirment avec une belle unanimité qu'ils ne sont pour rien dans le déroulement des opérations et que leur rôle se borne à être pleinement solidaires des travailleurs en lutte... dont acte!

Jusque là, il n'y aurait pas grand'chose à dire et on pourrait considérer qu'il ne s'agit que de (mauvaise) propagande électorale. Mais lorsque, dans ce même numéro du «*Nazairien*», on lit les propos attribués à notre camarade Patrick Fleury, grièvement blessé par la police le 20 décembre, il y a, comme dirait la C.F.D.T., changement qualitatif et il nous faut bien remettre les choses au point.

Le singulier journaliste, qui, au compte de la municipalité de Saint-Nazaire, «*interroge*» notre camarade, commence tout à fait classiquement, par un interrogatoire d'identité: «*M. Patrick Fleury, vous avez 30 ans, vous êtes marié, avez deux enfants. Vous êtes délégué du Syndicat C.G.T.-F.O. des Chantiers, à ce titre vous étiez le 20 décembre au soir à la Mairie où vous avez été grièvement blessé par la police. Racontez-nous ce qui s'est passé*».

Ainsi, dès le départ, les responsabilités sont clairement établies, c'est en sa qualité de «*délégué du syndicat C.G.T.-F.O.*» que notre camarade était la Mairie le 20 décembre.

Et c'est bien entendu également en qualité de «*délégué du syndicat C.G.T.-F.O.*» qu'on lui prête ces propos qu'il n'a jamais tenus: «*La Direction a été intransigeante, nous avons alors décidé d'emmener nos patrons discuter à la mairie en présence des élus. Je suis formel, il n'y a pas eu de violence, nous avons seulement forcé ces messieurs à marcher jusqu'à l'Hôtel de Ville*».

Répetons-le, ces propos. Patrick Fleury ne les a jamais tenus, ils sont nés de l'imagination de celui qui, déguisé en journaliste, est venu l'interroger.

Mais pourquoi ces grossières falsifications si ce n'est pour faire croire que notre organisation, au moins à Saint-Nazaire, est ralliée au tripartisme et ne conçoit plus les négociations entre patrons et salariés qu'en présence des élus, ou, plus généralement, des pouvoirs publics.

Le Bureau de l'Union Locale de Saint-Nazaire a, le 24 janvier, adopté un texte que nous publions, par ailleurs, et qui remet les choses au point.

A NANTES: OPÉRATION PORTES OUVERTES

Le quotidien *Ouest-France* dans son numéro du 22 janvier 1979, rend compte de l'opération *Portes Ouvertes* organisée par la C.G.T. et la C.F.D.T. chez Brissonneau et Lotz.

L'article lui-même constitue un morceau de bravoure qu'il faudrait citer tout entier. Malheureusement, la place nous manque. Nous nous bornerons donc à des extraits particulièrement significatifs.

L'article débute de la façon suivante:

«Et soudain vint la fierté du travail. Comme quelque chose partie des tripes. Avec la vigueur désespérée d'un amour blessé, bafoué et mis en miettes. Depuis dix minutes, Pierre - peut-être était-ce Marcel? - parlait, parlait devant ses amis assemblés, un jeune couple bébé sur les bras. Il parlait des licenciements, de Giscard-Barre, des prix, de sa quittance d'eau, des contremaîtres garde-chiourme, des cadences et d'une «boîte qui n'est plus ce quelle était»».

On remarquera tout d'abord le style qui se veut populiste... du Henri Poulaille à la petite semaine. Mais sur le plan des idées, il faut reconnaître que *Ouest-France* annonce clairement la couleur. D'abord et toujours le vieux truc de l'idéalisation du passé: *«la boîte qui n'est plus ce qu'elle était»*, mais surtout d'entrée de jeu on dénonce le coupable de tout ce gâchis: *«les contremaîtres garde-chiourmes»*. Mais, bien entendu, *Ouest-France* ne s'en tient pas là et on peut lire ces lignes effarantes:

«Et puis tout à coup l'un de ses invités a dit: «mais comment ça marche ta bécane?». Alors une petite flamme est passée dans le regard de Pierre - appelons-le Pierre. Il est allé vers sa machine. Radieux. «C'est pas tout jeune, tu sais!». Et d'expliquer comment ça marche. Banal au fond, sa bécane. Chez Brissonneau, c'est vrai, ce n'est pas de haute technicité. Mais c'est un trésor tout de même que de tourner des arbres moteurs, des carcasses, des ventilos, des carters, de monter des rotors. Même réduit en pièces, parcellisé, sujet aux commandements souvent humiliants de «contre-coups», le travail restait ainsi cher au cœur de Pierre».

Le bon ouvrier amoureux de sa «bécane». Ce n'est plus du Poulaille c'est de la Comtesse de Ségur (le talent en moins!) mais réapparaît le «contrecoup» décidément chargé de tous les péchés d'Israël.

Et pour que les choses soient encore plus claires, voilà qu'on peut lire encore:

«Cette personnalisation de la rancœur sur des cheffillons, jamais je ne l'ai vue. Et j'en ai suivi pourtant des occupations des boîtes!» a dit un vieux militant syndical. «C'est vrai, les gars en veulent à la hiérarchie, a reconnu à son tour un responsable de l'entreprise. Depuis dix ans le capitalisme a changé. Les petits chefs sont aujourd'hui totalement serviles. Les gars ne le pardonnent pas d'autant plus que ces petits chefs sortent souvent du rang. Pour eux. ils ont trahi C'est clair».

Mais *Ouest-France*, ne s'arrête pas en si bon chemin, certes les principaux responsables sont les «cheffillons» mais les travailleurs eux-mêmes pour peu qu'ils ne soient pas d'accord avec la stratégie tous azimuts mise au point par les vaillants stratèges de la C.G.T. et de la C.F.D.T.:

«Qu'ont-ils vu ces visiteurs d'occasion et de sympathie? Les pancartes «Ici travaillait Untel, 26 ans, licencié»; «Ici Untel a été licencié», etc... Étrange cheminement dans les ateliers de chaudronnerie, de mécanique et d'électricité. Comme dans un cimetière où les «ici repose...» vous agresse; ces affichettes au crayon feutre avaient quelque chose de funèbre.

Mais l'on a vu aussi d'autres inscriptions. Plus viscérales. Plus étonnantes encore. «Ici est un jaune!» «Untel a bien rampé, non licencié!», «Non aux larbins du patronat!», etc...».

A aucun moment n'est évoquée la crise du système capitaliste, mieux à aucun moment ne sont évoquées les responsabilités du patronat et du gouvernement. C'est ce que *Ouest-France* appelle «une rupture de classe»... Après le Front de classe, la rupture de classe!...

«Cette rupture de classe - les contre-coups, les chefs d'équipe et même les chefs d'ateliers ne font-ils pas partie objectivement de la classe ouvrière? - est incontestablement un élément nouveau. Se battra-t-on chez B.L.M. comme on se battait au dix-neuvième? Avec toutes les armes (redoutables) de la désespérance».

Mais bien entendu, tout ceci ne servirait à rien si les patrons ne le comprenaient pas... Alors *Ouest-France* met carrément les points sur les i:

«Après le succès de cette opération portes et... cœurs ouverts, l'occupation de l'usine se poursuit aujourd'hui. La balle semble décidément bien relancée dans le camp patronal qui ne peut être indifférent à cette radicalisation dans l'accusation».

Si après ça les patrons n'ouvrent pas eux aussi leur cœur (ne parlons pas de leur portefeuille). C'est à désespérer de tout.

CHEZ DASSAULT A BORDEAUX: LETTRE OUVERTE A LA MAITRISE ACCOMPAGNÉE DE «DÉMARCHES INDIVIDUELLES»

L'ex quotidien *Rouge* nous parle lui de la situation à Bordeaux et, nous dit-il:

«A l'usine Dassault de Martignac, près de Bordeaux, où est fabriqué le Mirage F-1, la Direction a décidé de faire exécuter une partie de la production en sous-traitance dans une usine de Tarbes. Pour ce faire, elle a commencé à déménager une partie du matériel (outillage, plans, etc...),»

et nous dit *Rouge*:

«Les travailleurs ont calculé que si le travail que la Direction veut faire faire en sous-traitance était réalisé par Dassault cela devrait se traduire, en termes d'embauche, par la création de 250 postes de travail sur les deux usines de Bordeaux: Martignac et Mérignac.»

On remarquera que la C.G.T. et la C.F.D.T. (les travailleurs pour *Rouge*) se battent pour empêcher la sous-traitance à une entreprise de Tarbes. Bien entendu, il n'est pas interdit aux travailleurs de Tarbes de se battre pour que Dassault leur donne du travail. Voilà où on aboutit quand on se mêle de «*gérer la crise*»!

Mais à Martignac comme à Saint-Nazaire ou à Nantes, les vrais coupables sont les agents de maîtrise et:

«L'Assemblée a décidé d'une lettre ouverte à la maîtrise, accompagnée de démarches individuelles, afin de lui reprocher d'avoir accepté d'organiser l'opération de déménagement du matériel.»

On aimerait avoir des précisions sur la nature de ces «*démarches individuelles*» dont sont menacés les agents de maîtrise coupables d'avoir exécuté un ordre de la Direction.

Espérons qu'il ne se trouvera personne pour reprocher aux travailleurs de chez Dassault de travailler pour la guerre en fabriquant des Mirages.

Cependant, une chose doit être claire, à la C.G.T.-F.O. nous considérons que Cadres et Agents de maîtrise sont des salariés à part entière qui, à ce titre, peuvent et doivent être détendus.

Nous combattons de toutes nos forces la stratégie de la «*rupture de classe*».

En premier lieu, il s'agit du combat de la classe ouvrière pour son droit à l'existence mais il faut aller au-delà :

Partout et toujours la stratégie de la «*rupture de classe*» a ouvert la voie à la remise en cause de l'ensemble des libertés démocratiques!

Alexandre HÉBERT.
